

Océans du Canada et contribution économique des secteurs maritimes

par Sylvain Ganter, Todd Crawford, Christine Irwin,
Vanessa Robichaud et Alejandro DeMaio-Sukic
Pêches et Océans Canada

Jennie Wang, Jessica Andrews et Hugo Larocque
Statistique Canada

Date de diffusion : le 19 juillet 2021



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Programme des services de dépôt

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Service de renseignements | 1-800-635-7943 |
| • Télécopieur | 1-800-565-7757 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2021

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Océans du Canada et contribution économique des secteurs maritimes

par **Sylvain Ganter, Todd Crawford, Christine Irwin, Vanessa Robichaud et Alejandro DeMaio-Sukic**
Pêches et Océans Canada
Jennie Wang, Jessica Andrews et Hugo Larocque
Statistique Canada

Faits saillants

Le présent article porte sur les contributions économiques du secteur maritime canadien, dont beaucoup dépendent des écosystèmes océaniques. Les principaux résultats sont les suivants :

- La population côtière du Canada, c'est-à-dire la population vivant à 10 km ou moins des côtes pacifique, arctique ou atlantique, était de 4,8 millions de personnes en 2016.
- Les secteurs maritimes au Canada font une contribution importante aux économies provinciales, régionales et nationales. En 2018, les activités liées à ces secteurs représentaient 1,6 % de l'emploi total et des estimations du produit intérieur brut (PIB). La contribution des secteurs maritimes était particulièrement élevée à Terre-Neuve-et-Labrador (emploi : 16,8 %; PIB : 30,0 %), en Nouvelle-Écosse (emploi 13,3 %; PIB : 13,5 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (emploi : 9,3 %; PIB : 10,3 %).
- En 2018, le secteur privé était le moteur principal de l'économie maritime; il représentait 79,6 % de l'emploi total et 83,1 % de la contribution totale au PIB. L'industrie du poisson et des fruits de mer, celle du transport et celle du pétrole et du gaz sont les industries qui ont affiché la plus grande contribution économique. Le secteur public, comprenant les administrations publiques provinciales et fédérale, les universités et les organisations non gouvernementales de l'environnement (ONGE), représentait les 20,4 % restants de l'emploi et les 16,9 % restants de l'incidence sur le PIB.
- En 2018, les industries ayant généré le plus d'emplois sont celles du transport (23,0 % de l'emploi total), du poisson et des fruits de mer (21,8 %) et du tourisme et des loisirs (21,3 %). En 2018, les industries ayant le plus contribué au PIB étaient celles du poisson et des fruits de mer (21,1 % du PIB total), du transport (20,8 %) et du pétrole et du gaz (20,8 %).
- De 2014 à 2018, l'emploi a augmenté de 11,6 %, passant de 267 278 à 298 333. Quant au PIB, il a augmenté de 12,3 %, passant de 32,1 milliards de dollars en 2014 à 36,1 milliards de dollars en 2018. L'emploi dans l'industrie de la fabrication et de la construction ainsi que dans celle du transport a affiché la plus forte croissance au cours de cette période, soit une augmentation de 21,9 % et de 20,9 %, respectivement. Le PIB a affiché sa plus forte croissance dans l'industrie de la fabrication et de la construction (39,4 %), suivie par l'industrie du poisson et des fruits de mer (32,2 %) et celle du tourisme et des loisirs (29,1 %). Parmi les principaux groupements d'industries, seul le secteur du pétrole et du gaz extracôtiers a affiché un recul du PIB (de 21,5 %), attribuable en grande partie à la baisse des prix du pétrole au cours de la période.
- Mesurée comme part de l'emploi total et du PIB, la contribution des secteurs maritimes à l'économie canadienne est demeurée relativement stable de 2014 à 2018. La part de l'emploi a légèrement augmenté (6,5 %), passant de 1,5 % en 2014 à 1,6 % en 2018. Parallèlement la part du PIB total est demeurée stable à 1,6 % pour les deux années.

- À ce jour, le Canada a protégé et préservé 795 000 km² d'océan, ce qui a dépassé l'objectif international d'Aichi pour la biodiversité de préserver au moins 10 % des zones côtières et marines. Cependant, les changements climatiques posent un défi particulier aux écosystèmes océaniques du Canada. À mesure que les eaux océaniques se réchauffent¹, les populations de poissons devraient migrer vers le nord² et de nouvelles frayères pourraient avoir besoin d'un statut protégé.

Introduction

Les activités qui dépendent de l'océan contribuent considérablement à l'économie canadienne. Ce sont les pêches et les installations navales qui ont justifié l'établissement de la première colonie européenne en sol canadien. Puis ont suivi la transformation du poisson, la construction de navires et le transport maritime, qui ont jeté les bases du développement et de la croissance économiques sur les trois côtes du Canada. Ces activités océaniques ont défini les modes de peuplement, qui se poursuivent aujourd'hui.

De nouvelles activités économiques maritimes ont vu le jour au fil des ans, y compris le tourisme, l'aquaculture, les biotechnologies, la fabrication spécialisée ainsi que l'exploration et l'exploitation de pétrole et de gaz extracôtiers. Un large éventail d'industries de services soutient ces activités. Ensemble, elles offrent d'importantes perspectives et posent des défis qui se dégagent des utilisations accrues et souvent concurrentes de l'espace océanique, notamment la nécessité de protéger et de préserver les écosystèmes et la biodiversité du Canada.

Ce qu'il faut savoir sur la présente étude

Le présent article fournit des estimations de la contribution économique des secteurs maritimes au Canada et décrit certains défis environnementaux auxquels ces secteurs sont confrontés.

L'article repose en partie sur un rapport préparé pour Pêches et Océans Canada, par Gardner Pinfeld, intitulé « Impact économique des activités maritimes au Canada ». Ces renseignements sont également accessibles dans les [tableaux sommaires des secteurs maritimes au Canada](https://www.dfo-mpo.gc.ca/stats/maritime-fra.htm) (<https://www.dfo-mpo.gc.ca/stats/maritime-fra.htm>).

Les estimations économiques portent sur les années 2014 à 2018, soit les années les plus récentes pour lesquelles des données sources sont disponibles³. Ces estimations concernent l'ensemble des principales industries du secteur privé qui dépendent directement des océans (activités d'extraction et sans extraction) ainsi que les activités des organismes du secteur public⁴ responsables de la sécurité, de la gestion des activités océaniques et de la recherche.

Le modèle interprovincial d'entrées-sorties de Statistique Canada⁵ a été utilisé pour estimer la contribution économique des industries maritimes à l'économie canadienne, telle que mesurée par le produit intérieur brut (PIB) et l'emploi. Ceci permet de faire des comparaisons significatives entre les industries et entre les régions géographiques.

1. Blair J. W. Greenan, et coll., 2019, « Changements touchant les océans qui bordent le Canada », chapitre 7 dans *Rapport sur le climat changeant du Canada*, E. Bush et D. S. Lemmen (éd.), gouvernement du Canada, Ottawa, Ontario, p. 344-425.
2. James W. Morley, 2018, « *Projecting shifts in thermal habitat for 686 species on the North American continental shelf* », *PLoS ONE*, vol. 13, n° 5, e0196127, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0196127> (site consulté le 20 juillet 2020).
3. Les données de 2018 présentées dans ce rapport sont provisoires et pourraient faire l'objet de révisions lorsque des sources de données à jour seront disponibles. Les estimations de l'incidence économique pour l'année 2018 étaient fondées sur la version de 2017 du modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada. La source de données pour la production industrielle de plusieurs industries, soit le tableau 36-10-0488-01 de Statistique Canada, *Production, selon le secteur et l'industrie*, provinciaux et territoriaux, était seulement disponible jusqu'en 2017. D'autres sources de données ont été utilisées pour estimer les variations de la production de 2017 à 2018 (voir l'annexe A).
4. Dans le contexte de la présente étude, la catégorie du secteur public comprend les administrations publiques fédérale et provinciales, les universités et les organisations non gouvernementales de l'environnement.
5. Statistique Canada, 2019, *Simulations de modèles des entrées-sorties*, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/36230002> (site consulté le 7 avril 2021).

La sélection des industries maritimes a été fondée sur des travaux antérieurs de Gardner Pinfeld⁶. La valeur brute des extrants ou les données sur les dépenses ont été recueillies pour chaque industrie maritime, auxquelles les multiplicateurs d'entrées-sorties correspondants ont été appliqués⁷. Une exception à cette approche a été faite pour le tourisme et les loisirs maritimes, la Défense nationale et Pêches et Océans Canada, pour lesquels Statistique Canada a effectué une simulation personnalisée du modèle d'entrées-sorties à partir des dépenses par produit qui lui ont été fournies pour obtenir l'incidence économique correspondante.

L'incidence sur le PIB représente la contribution d'une industrie au PIB du Canada. Plus précisément, le PIB d'une industrie correspond à la valeur que celle-ci ajoute à la production d'extrants en fournissant la main d'œuvre et le capital aux intrants achetés. Le PIB se calcule en soustrayant des revenus totaux (ou des extrants) d'une industrie donnée le coût du matériel, de l'énergie et des services achetés (par exemple, les services juridiques et de comptabilité retenus à l'extérieur de l'industrie en question).

L'emploi est mesuré par le nombre total d'emplois à temps plein, à temps partiel et saisonniers.

Les répercussions économiques dépendent de la demande directe, indirecte et induite, exprimée en achats de biens et de services par l'industrie et les consommateurs. La somme des répercussions découlant de chaque niveau de demande produit l'incidence économique globale des secteurs maritimes au Canada :

- Les répercussions directes sont produites par la demande directe des produits et des services produits et vendus par les industries maritimes comprises dans la présente étude. Ces industries maritimes ajoutent directement de la valeur aux biens et aux services achetés pour produire leurs extrants. Par exemple, l'industrie de la pêche ajoute de la valeur au navire, aux filets, aux pièges et à d'autres fournitures qu'elle achète auprès de fabricants, en récoltant et en vendant du poisson; l'industrie du transport maritime ajoute de la valeur aux navires, au carburant et à d'autres fournitures, en offrant des services de transport maritime.
- Pour les répercussions indirectes, il est question de la demande indirecte créée par les industries maritimes pour des biens et des services dans d'autres industries. Par exemple, les entreprises de pêche commerciale achètent des engins de pêche auprès de fabricants, qui à leur tour achètent des matières premières nécessaires auprès d'autres fabricants et fournisseurs; les entreprises pétrolières et gazières achètent des services auprès d'entrepreneurs en entretien, qui à leur tour achètent des outils et du matériel auprès d'autres entreprises. Ces industries achètent, par la suite, davantage de biens et de services de base, et ainsi de suite.
- Les répercussions induites découlent de la demande créée dans l'ensemble de l'économie par les dépenses de consommation attribuables aux revenus gagnés par les personnes employées dans les industries et les activités directes et indirectes. Cela peut prendre un an ou plus pour que ces séries de dépenses de consommation fassent leur chemin dans une économie.

Lorsque deux industries maritimes sont liées par une chaîne d'approvisionnement, comme la pêche commerciale et la transformation du poisson et des fruits de mer ou le transport maritime et les activités de soutien au transport maritime, il existe un risque de double comptage des répercussions économiques, car une industrie génère une demande pour les produits de l'industrie liée. Par exemple, la transformation du poisson et des fruits de mer génère une demande pour les produits de l'industrie de la pêche commerciale, ce qui cause le double comptage dans les répercussions indirectes de l'industrie de la transformation du poisson et des fruits de mer d'au moins une partie des répercussions directes et indirectes correspondant à l'industrie de la pêche commerciale.

6. Gardner Pinfeld, 2009, « Impact économique des activités maritimes au Canada », *Série analyses statistiques et économiques*, Publication 1-1, Pêches et Océans Canada, Direction de l'analyse économique et des statistiques.

7. Statistique Canada, *Tableau 36-10-0595-01, Multiplicateurs d'entrées-sorties, provinciaux et territoriaux, niveau détaillé*, <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610059501> (site consulté le 7 avril 2021). Il convient de préciser que pour l'année 2018, les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 ont été appliqués.

L'existence d'un double comptage entre les industries maritimes a été évaluée à l'aide des tableaux entrées-sorties des ressources et des emplois⁸. Le double comptage des répercussions économiques entre la pêche commerciale et la transformation du poisson et des fruits de mer dans le secteur des fruits de mer et entre le transport maritime et les activités de soutien au transport maritime dans le secteur des transports a été supprimé en proportion de leurs liens respectifs des entrées-sorties.

La mesure de la contribution économique des secteurs maritimes présente de nombreux défis. La classification type des industries (SCIAN, soit le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord) ne sépare pas la composante maritime de plusieurs industries, comme le tourisme. Dans de tels cas, l'extraction de la composante maritime s'est faite par le ciblage des provinces et des territoires côtiers, ce qui pourrait entraîner certaines inexactitudes. Le problème des données supprimées en raison de contraintes de confidentialité a été corrigé au moyen d'approximations raisonnables dans le but de répartir les estimations nationales entre les provinces et les territoires ou d'application de taux de croissance annuels. Ces derniers ont également été utilisés dans les cas où les données n'étaient pas facilement accessibles ou étaient interrompues.

Un Canada côtier

Le Canada a le littoral le plus long du monde et sa zone économique exclusive s'étend sur 5,75 millions de km² dans les océans Pacifique, Arctique et Atlantique. En 2016, 4,8 millions de Canadiens, représentant 13,5 % de la population, vivaient à 10 km ou moins de la côte, et un autre 4,0 % de la population vivait à 100 km ou moins de la côte (tableau 1). La proportion côtière de la population était plus élevée à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nunavut, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse.

Les personnes qui vivent près de la côte sont plus en mesure de bénéficier de l'océan et de ses ressources, par l'entremise de l'emploi et de la participation à des activités récréatives. Cependant, ces personnes et de nombreuses autres profitent des services de l'écosystème offerts par l'océan, notamment le poisson et les fruits de mer, la régulation du climat, le stockage du carbone et des possibilités liées au tourisme et aux loisirs.

Tableau 1
Côtes du Canada et population côtière selon la province et le territoire, 2016

	Littoral	Population totale	Population à 10 km ou moins de la côte	Proportion de la population à 10 km ou moins de la côte	Population à 100 km ou moins de la côte	Proportion de la population à 100 km ou moins de la côte
	km	nombre	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Canada	247 007	35 151 728	4 755 541	13,5	6 150 316	17,5
Terre-Neuve-et-Labrador	25 940	519 716	454 093	87,4	509 715	98,1
Île-du-Prince-Édouard	1 371	142 907	138 142	96,7	142 907	100,0
Nouvelle-Écosse	8 122	923 598	754 012	81,6	923 598	100,0
Nouveau-Brunswick	2 732	747 101	242 035	32,4	677 380	90,7
Québec	15 699	8 164 361	147 138	1,8	174 903	2,1
Ontario	1 406	13 448 494	2 474	0,0	7 939	0,1
Manitoba	974	1 278 365	920	0,1	990	0,1
Saskatchewan	0	1 098 352	0	0,0	0	0,0
Alberta	0	4 067 175	0	0,0	0	0,0
Colombie-Britannique	26 507	4 648 055	2 981 321	64,1	3 673 448	79,0
Yukon	540	35 874	0	0,0	0	0,0
Territoires du Nord-Ouest	19 026	41 786	1 655	4,0	5 498	13,2
Nunavut	144 689	35 944	33 750	93,9	33 938	94,4

Note : La longueur du littoral varie selon l'échelle à laquelle les données ont été compilées et diffère des valeurs publiées précédemment. Le littoral s'étend le long des côtes ouest, nord et est du Canada et se termine dans le golfe du Saint-Laurent, à Pointe-des-Monts, et exclut les îles situées à moins de 1 km². Le calcul des populations côtières s'est fait à l'aide des données de population d'îlot de diffusion pondérées en fonction de la superficie.

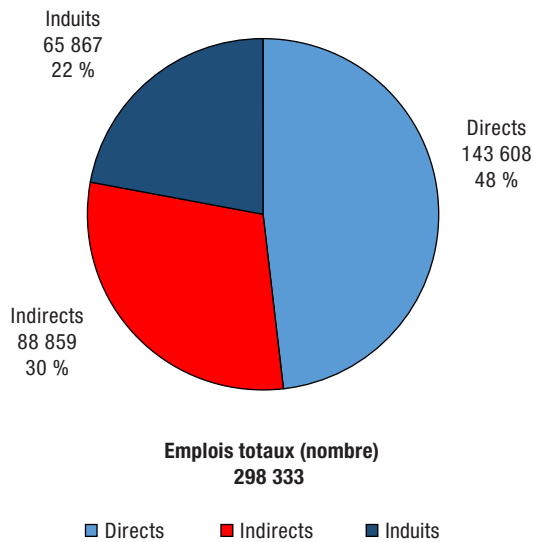
Source : Statistique Canada, 2017, *Fichiers des limites, année de recensement 2016*, n° 92-160-X au catalogue, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/geo/bound-limit/bound-limit-2016-fra.cfm> (site consulté le 15 avril 2020); Statistique Canada, Recensement de la population, 2016, totalisation spéciale.

8. Statistique Canada, *Tableau 36-10-0478-01, Tableaux des ressources et des emplois, niveau détaillé, provinciaux et territoriaux*, <https://www150.statcan.gc.ca/t11/tbl11/fr/cv.action?pid=3610047801> (site consulté le 7 avril 2020).

Contribution économique des secteurs maritimes

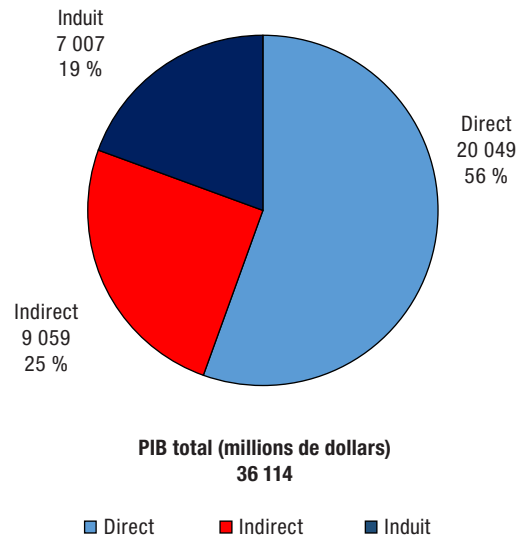
En 2018, les secteurs maritimes au Canada ont généré 298 333 emplois et contribué à hauteur de 36,1 milliards de dollars de PIB à l'économie canadienne (graphiques 1 et 2). Une proportion importante de l'emploi et du PIB a été créée dans des industries qui se sont directement engagées dans l'utilisation ou l'extraction de ressources marines au Canada (répercussions directes) : 143 608 emplois et 20,0 milliards de dollars de PIB. Quelque 88 859 autres emplois et 9,1 milliards de dollars supplémentaires de PIB ont été générés par des industries en amont qui fournissent celles qui participent directement à l'utilisation et à l'extraction des ressources marines (répercussions indirectes). Les répercussions induites, soit celles qui correspondent à l'activité économique découlant des dépenses attribuables aux revenus du travail générés par les industries maritimes, ont contribué à créer 65 867 emplois et 7,0 milliards de dollars de PIB.

Graphique 1
Emplois directs, indirects et induits du secteur maritime, 2018



Sources : Pêche et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).

Graphique 2
Produit intérieur brut direct, indirect et induit du secteur maritime, 2018

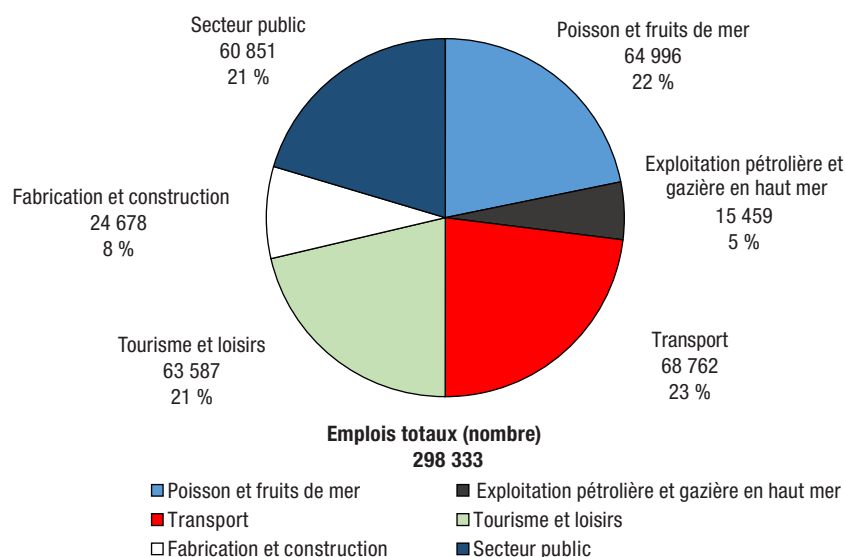


Sources : Pêche et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).

Les graphiques 3 et 4 présentent les ventilations de l'emploi et du PIB totaux du secteur maritime selon les industries qui le composent. L'activité économique des secteurs maritimes a été dominée par les industries du secteur privé, lesquelles ont été à l'origine de 79,6 % des emplois (237 482) et de 83,1 % du PIB (30,0 milliards de dollars). Les industries qui ont généré le plus d'emplois sont celles du transport (68 762), du poisson et des fruits de mer (64 996) et du tourisme et des loisirs (63 587). Les industries qui ont le plus contribué au PIB sont celles du poisson et des fruits de mer (7,6 milliards de dollars), du pétrole et du gaz (7,5 milliards de dollars) et du transport (7,5 milliards de dollars).

Le secteur public du Canada⁹ a été à l'origine des 20,4 % restants des emplois (60 851) et des 16,9 % restants du PIB (6,1 milliards de dollars, graphique 4). Les ministères fédéraux de la Défense nationale et des Pêches et des Océans (y compris la Garde côtière canadienne) ont contribué à la majeure partie des emplois (26 054 et 21 476, respectivement) et du PIB (2,6 milliards de dollars et 2,2 milliards de dollars, respectivement) générés par le secteur public ([tableaux 1 et 2 en annexe](#)).

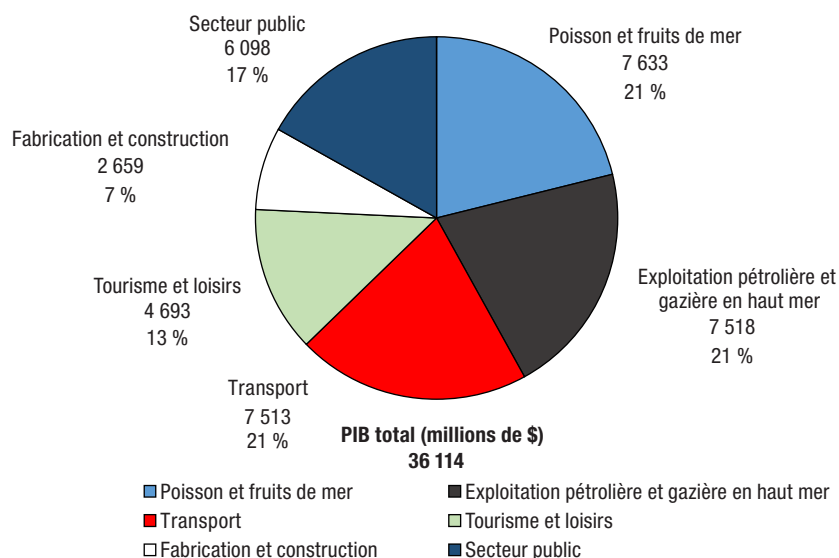
Graphique 3
Total des emplois du secteur maritime selon l'industrie, 2018



Sources : Pêche et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).

9. Dans le contexte de la présente étude, la catégorie du secteur public comprend les administrations publiques fédérale et provinciales, les universités et les organisations non gouvernementales de l'environnement.

Graphique 4 Produit intérieur brut total du secteur maritime selon l'industrie, 2018



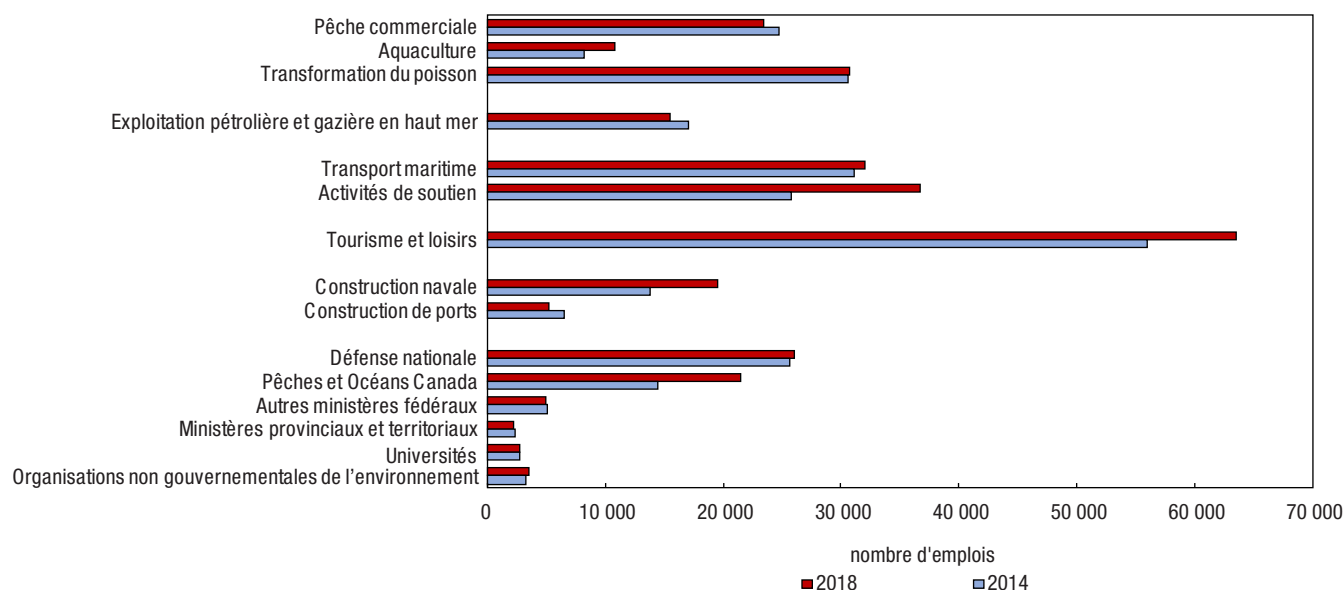
Sources: Pêche et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).

La contribution globale des secteurs maritimes à l'économie canadienne représentait 1,6 % des emplois et du PIB à l'échelle nationale ([tableaux 3 et 4 en annexe](#)). L'importance des secteurs maritimes et leur influence sur l'économie des provinces et des territoires côtiers sont très grandes, surtout au Canada atlantique, où les secteurs maritimes représentaient des parts importantes de l'emploi provincial total à Terre-Neuve-et-Labrador (16,8 %), en Nouvelle-Écosse (13,3 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (9,3 %). La contribution des secteurs maritimes au PIB provincial total était aussi particulièrement élevée à Terre-Neuve-et-Labrador (30,0 %), en Nouvelle-Écosse (13,5 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (10,3 %). Dans l'ensemble, les secteurs maritimes ont fourni 3,8 % des emplois des régions maritimes du Canada et 4,1 % du PIB des régions maritimes du pays ([tableaux 3 et 4 en annexe](#)).

De 2014 à 2018, l'emploi a progressé de 11,6 %, passant de 267 278 à 298 333 ([tableau 5 en annexe](#) et graphique 5), comparativement à une augmentation du PIB de 12,3 %, passant de 32,1 milliards de dollars en 2014 à 36,1 milliards de dollars en 2018 ([tableau 6 en annexe](#)). L'industrie de la fabrication et de la construction ainsi que celle du transport ont affiché la plus forte croissance de l'emploi au cours de cette période, en hausse de 21,9 % et de 20,9 %, respectivement. Quant au PIB, il a affiché la plus forte croissance dans l'industrie de la fabrication et de la construction (39,4 %), suivie par l'industrie du poisson et des fruits de mer (32,2 %) et celle du tourisme et des loisirs (29,1 %). Parmi les principaux groupes d'industries, seule l'industrie du pétrole et du gaz extracôtiers a affiché un recul du PIB (-21,5 %). Cet important recul du PIB est attribuable en partie à une baisse significative (-28,3 %) des prix du pétrole, passant d'une moyenne de 99,02 \$US en 2014 à 71,06 \$US en 2018¹⁰.

10. U.S. Energy Information Administration, 2019, [Europe Brent Spot Price FOB](https://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=PET&s=RBRT&f=M), <https://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=PET&s=RBRT&f=M> (site consulté le 8 avril 2021).

Graphique 5 Emploi total selon l'industrie, 2014 et 2018



Sources : Pêche et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2014 et 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).

Mesurée comme part de l'emploi total et du PIB, la contribution des secteurs maritimes à l'économie canadienne est demeurée relativement stable de 2014 à 2018. La part de l'emploi a légèrement augmenté (6,5 %), passant de 1,5 % en 2014 à 1,6 % en 2018. Parallèlement la part du PIB total est demeurée stable à 1,6 % pour les deux années. Le secteur du pétrole et du gaz extracôtiers était principalement à l'origine de cette tendance; il a affiché une baisse marquée du PIB et une baisse de l'emploi dans une moindre proportion.

Écosystèmes océaniques

En plus des contributions économiques du secteur maritime, il faut tenir compte de l'importance de protéger le milieu et la biodiversité océaniques.

En 2010, le Canada a convenu d'atteindre 20 objectifs mondiaux en matière de biodiversité d'ici 2020, y compris l'objectif 11 d'Aichi, afin de préserver au moins 10 % des zones côtières et marines¹¹; il a maintenant établi l'objectif de préserver 30 % de ces zones d'ici 2030¹². La protection du territoire océanique du Canada contribuera à la résilience des espèces et aidera à soutenir les industries durables et les collectivités côtières et à s'adapter aux pressions futures¹³.

En 2019, une proportion de 13,8 % (795 000 km²) des zones marines du Canada étaient préservées au moyen de diverses mesures, notamment des zones de protection marines (6,1 %), d'autres zones marines effectivement conservées (4,9 %), des aires marines nationales de conservation (2,0 %) et des parcs nationaux (0,2 %) (tableau 2)¹⁴. Le plus récent ajout, soit la zone de protection marine de Tuvaijuittuq, constitue également la plus grande superficie puisqu'elle couvre 319 411 km² de l'océan Arctique au large de l'île d'Ellesmere.

11. Pêches et Océans Canada, 2018, *Collaboration concernant les océans*, <https://www.dfo-mpo.gc.ca/oceans/collaboration/international-fra.html> (site consulté le 23 mars 2020).

12. Pêches et Océans Canada, 2020, *Le Canada se joint à l'Alliance mondiale pour les océans qui plaide pour la protection de 30 % des océans du monde d'ici 2030*, communiqué de presse du 9 juillet 2020, <https://www.canada.ca/fr/peches-occeans/nouvelles/2020/07/le-canada-se-joint-a-lalliance-mondiale-pour-les-occeans-qui-plaide-pour-la-protection-de-30--des-occeans-du-monde-dici-2030.html> (site consulté le 21 juillet 2020).

13. Pêches et Océans Canada, 2020, *À propos des Zones de protection marine*, <https://www.dfo-mpo.gc.ca/oceans/mpa-zpm/info-fra.html> (site consulté le 21 juillet 2020).

14. Pêches et Océans Canada, 2019, *Aires marines protégées et conservées du Canada*, <https://www.dfo-mpo.gc.ca/oceans/conservation/areas-zones/index-fra.html> (site consulté le 16 mars 2020).

Tableau 2
Aires marines protégées et conservées du Canada, 2019

Type	Superficie	Part de l'aire protégée dans la zone économique exclusive
	km ²	pourcentage
Total	795 000	13,8
Ensemble des sites d'Environnement et Changement climatique Canada	31 193	0,5
Réserve nationale de faune	17 214	0,3
Refuge d'oiseaux migrateurs	13 979	0,2
Ensemble des sites de Pêches et Océans Canada	634 643	11,0
Zones de protection marines	351 517	6,1
Refuge marin	283 231	4,9
Ensemble des sites de Parcs Canada	122 090	2,1
Site canadien	5	0,0
Aire marine nationale de conservation	113 088	2,0
Parc national	8 998	0,2
Ensemble des sites provinciaux	10 271	0,2
Colombie-Britannique	4 648	0,1
Manitoba	80	0,0
Québec	5 375	0,1
Provinces de l'Atlantique	168	0,0
Autres	8	0,0
Chevauchement	3 205	0,1

Note : Ce tableau comprend uniquement la partie marine des aires protégées et conservées qui comportent des régions terrestres et marines. Les totaux partiels ont été ajustés pour éliminer le chevauchement; par conséquent, ceux-ci ne seront pas nécessairement égaux à la somme des parties. Les chevauchements internes ont également été éliminés pour chaque élément.
Source : Environnement et Changement climatique Canada, 2019, *Base de données canadienne sur les aires protégées et de conservation*, décembre 2019, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/reserves-nationales-faune/base-donnees-aires-protgees-conservation.html> (site consulté le 15 mars 2020).

Les changements climatiques posent un défi particulier aux écosystèmes océaniques du Canada. À mesure que les eaux océaniques se réchauffent¹⁵, les populations de poissons devraient migrer vers le nord¹⁶, et les nouvelles frayères pourraient nécessiter un statut protégé. Des changements dans l'abondance et le mélange des espèces sont prévus, ce qui aura une incidence sur les pêches. La composition chimique des océans au Canada change également. L'océan a absorbé plus d'un quart du dioxyde de carbone produit par les activités humaines, ce qui a fait augmenter l'acidité de l'eau océanique¹⁷. Cette acidité accrue corrode les coquilles et l'exosquelette des mollusques et des crustacés, peut avoir une incidence sur les taux de mortalité des jeunes poissons et peut accroître les répercussions de la prolifération d'algues nocives¹⁸.

Les changements climatiques pourraient aussi entraîner une augmentation de la force des tempêtes et de la taille des vagues, ce qui aura des répercussions sur de nombreuses industries maritimes. En particulier, de plus hautes vagues sont observées dans les eaux arctiques à mesure que la glace de mer fond, ce qui contribue en retour à accélérer le retrait de la glace de mer¹⁹.

15. Blair J. W. Greenan, et coll., 2019

16. James W. Morley, et coll., 2018.

17. Blair J. W. Greenan, et coll., 2019.

18. Rowan Haigh, et coll., 2015, « [Effects of ocean acidification on temperate coastal marine ecosystems and fisheries in the northeast Pacific](#) », *PLoS ONE*, vol. 10, n° 2, e0117533, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0117533> (site consulté le 20 juillet 2020).

19. Blair J. W. Greenan, et coll., 2019.

Annexe A : Sources des données

Poisson et fruits de mer

Pêche commerciale :

Régions de l'Atlantique et du Pacifique : [Pêches et Océans Canada \(MPO\), débarquements des pêches maritimes commerciales, Canada par province — Valeurs](http://www.dfo-mpo.gc.ca/stats/commercial/sea-maritimes-fra.htm), <http://www.dfo-mpo.gc.ca/stats/commercial/sea-maritimes-fra.htm>.

Région arctique : [Plans de gestion intégrée des pêches dans la région du Pacifique](http://www.pac.dfo-mpo.gc.ca/fm-gp/ifmp-fra.html) (<http://www.pac.dfo-mpo.gc.ca/fm-gp/ifmp-fra.html>) et données internes sur les prises dans la région du Centre et de l'Arctique du MPO.

Aquaculture : Statistique Canada, Tableau 36-10-0488-01, Production, selon le secteur et l'industrie, provinciaux et territoriaux — Aquaculture [BS112500]. Données de 2018 extrapolées à partir de 2017 d'après le tableau 32-10-0108-01 de Statistique Canada, Statistiques économiques de l'aquaculture, compte de valeur ajoutée — Production brute.

Transformation du poisson : Statistique Canada, Tableau 36-10-0488-01, Production, selon le secteur et l'industrie, provinciaux et territoriaux — Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer [BS311700]. Données de 2018 extrapolées à partir de 2017 d'après le tableau 36-10-0402-01 de Statistique Canada, Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par industrie, provinces et territoires, ajusté selon le tableau 18-10-0030-01 de Statistique Canada, Indice des prix des produits industriels, par produit, code 171 du Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (SPAN).

Pétrole et gaz extracôtiers

Exploration et extraction pétrolières et gazières : Statistique Canada, Tableau 36-10-0488-01, Production, selon le secteur et l'industrie, provinciaux et territoriaux — Extraction de pétrole et de gaz [BS21100]. Données de 2018 extrapolées à partir de 2017 d'après le tableau 36-10-0402-01 de Statistique Canada (Produit intérieur brut [PIB] aux prix de base, par industrie, provinces et territoires) ajusté selon le tableau 18-10-0268-01 (Indice des prix des matières brutes, mensuel) de Statistique Canada, code 14111 du SPAN pour le pétrole brut et 142 du SPAN pour le gaz naturel.

Transport

Transport maritime : Statistique Canada, Tableau 36-10-0488-01, Production, selon le secteur et l'industrie, provinciaux et territoriaux — Transport par eau [BS483000]. Données de 2018 extrapolées à partir de 2017 d'après le tableau 36-10-0402-01 de Statistique Canada, Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par industrie, provinces et territoires, ajusté selon le tableau 18-10-0005-01 de Statistique Canada, Indice des prix à la consommation, moyenne annuelle, non désaisonnalisé — Services.

Activités de soutien : Statistique Canada, Tableau 36-10-0478-01, Tableaux des ressources et des emplois, niveau détaillé, provinciaux et territoriaux — Services de soutien, d'entretien et de réparation liés au transport par voie d'eau [MPS488004] de produits fournis par l'industrie des activités de soutien au transport [BS488000] aux prix de base. Données de 2018 extrapolées à partir de 2017 en utilisant le taux de croissance de transport maritime.

Tourisme et loisirs

Pêche récréative : [Pêches et Océans Canada, données sur les dépenses provenant de l'Enquête sur la pêche récréative au Canada de 2015](http://www.dfo-mpo.gc.ca/stats/recreational-fra.htm), <http://www.dfo-mpo.gc.ca/stats/recreational-fra.htm>. Données ajustées uniquement pour les dépenses liées à la pêche en eaux salées et extrapolées en utilisant le taux de croissance moyen.

Navigation de plaisance : estimations des dépenses de 2016 selon le type, qui proviennent du Canadian Recreation Boating Statistical Abstract de 2018 de la National Marine Manufacturer Association (NMMA). Valeurs extrapolées rétrospectivement et à partir des ventes de bateaux neufs.

Navires de croisière : rapports de 2012 et de 2016 du Business Research and Economic Advisors, « La contribution des croisières internationales à l'économie canadienne » (données interpolées pour la période de 2013 à 2015), dépenses annuelles totales. Valeurs de 2017 et de 2018 extrapolées à partir du nombre de croisiéristes provenant des rapports annuels de Transports Canada et des ministères du Tourisme des administrations publiques provinciales.

Tourisme côtier : dépenses en tourisme côtier de 2006 (calculées par Gardner Pinfold) extrapolées à partir des dépenses redistribuées selon la province ou le territoire provenant des tableaux 24-10-0013-01 (pour la période de 2006 à 2010), 24-10-0027-01 (pour la période de 2011 à 2017) et 24-10-0045-01 (pour 2018) de Statistique Canada.

Fabrication et construction

Construction navale : Statistique Canada, Tableau 36-10-0488-01, Production, selon le secteur et l'industrie, provinciaux et territoriaux — Construction de navires et d'embarcations [BS336600]. Données de 2018 extrapolées à partir de 2017 d'après le tableau 36-10-0402-01 de Statistique Canada, Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par industrie, provinces et territoires — Construction de navires et d'embarcations [3366]; données ajustées en utilisant le tableau 18-10-0030-01, Indice des prix des produits industriels, par produit, données mensuelles, Navires [44111] et Motomarines, bateaux à moteur et autres bateaux [44211].

Construction de ports :

Région de l'Atlantique et du Pacifique :

- Transports Canada, *Les Transports au Canada*, Situation financière des administrations portuaires canadiennes, Achat d'immobilisations;
- Ministère de la Défense nationale, estimations des dépenses selon la circonscription électorale et la province, investissement en immobilisations;
- [Dépenses en immobilisations de Marine Atlantique](https://www.marineatlantique.ca/propos-de-nous/renseignements-sur-la-societe/rapports/) (<https://www.marineatlantique.ca/propos-de-nous/renseignements-sur-la-societe/rapports/>) et de [BC Ferries](http://www.bcferries.com/our-company/investor-relations) (<http://www.bcferries.com/our-company/investor-relations>).

Région arctique : Statistique Canada, Tableau 34-10-0063-01, Dépenses en immobilisations, actifs corporels non résidentiels, selon le groupe d'actif et la géographie, dépenses du port de Pangnirtung (données internes du ministère des Pêches et des Océans).

Secteur Public, universités et organisations non gouvernementales de l'environnement

Ministère de la Défense nationale (MDN) : Les données sur les dépenses en immobilisations, en fonctionnement et en entretien des services de la Défense pour les provinces et les territoires côtiers proviennent du MDN. Les données ont été dérivées des estimations des dépenses du MDN selon la circonscription électorale et la province.

Pêches et Océans Canada (MPO) : Les données sur les dépenses ont été obtenues à partir de celles du MPO, qui proviennent du Système de planification financière pluriannuelle, disponible à l'interne.

Autres ministères fédéraux : données sur les dépenses totales consacrées aux activités maritimes provenant des rapports ministériels sur le rendement et des rapports sur les plans et les priorités de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, d'Environnement et Changement climatique Canada, de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, de Parcs Canada et de Transports Canada.

Ministères provinciaux et territoriaux : Les données sur les dépenses provinciales et territoriales liées à l'économie des océans proviennent des comptes publics et du budget principal des dépenses de chacune des provinces et chacun des territoires. Des efforts ont été déployés pour exclure les données déjà comptabilisées dans les comptes nationaux, notamment le transport par traversier, les services de transport par eau et la construction maritime.

Universités : Les estimations des dépenses universitaires liées aux océans s'appuient sur une approche en deux étapes. La première étape consiste à compiler toutes les subventions relatives aux océans provenant du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et de la Fondation canadienne pour l'innovation. Comme il n'y a pas d'universités dans les territoires, il leur est alloué une partie des subventions relatives à l'océan arctique. La deuxième étape vise à estimer les dépenses annuelles des universités côtières (selon les estimations des dépenses maritimes provenant des budgets des universités) en utilisant la hausse des budgets totaux des universités provenant de l'Association canadienne du personnel administratif universitaire.

Organisations non gouvernementales de l'environnement (ONGE) : dépenses de 2008 (calculées par Acton White) majorées en utilisant le taux de croissance des données financières d'ONGE représentatives (selon la Déclaration de renseignements des organismes de bienfaisance enregistrés de l'Agence du revenu du Canada).

Annexe B : Tableaux sommaires

Tableau A.1
Emplois directs, indirects et induits du secteur maritime, 2018

	2018 ^p			
	Direct	Indirect	Induit	Total
Industrie	nombre d'emplois			
Secteur privé	113 676	74 995	48 810	237 482
Poisson et fruits de mer	31 671	21 288	12 037	64 996
Pêche commerciale	11 431	7 600	4 388	23 420
Aquaculture	3 750	5 140	1 973	10 863
Transformation du poisson	16 489	8 548	5 676	30 713
Exploitation pétrolière et gazière en haute mer	2 277	8 756	4 426	15 459
Transport	29 491	22 708	16 563	68 762
Transport maritime	13 390	10 446	8 222	32 058
Activités de soutien	16 102	12 262	8 341	36 704
Tourisme et loisirs	39 405	14 299	9 884	63 587
Fabrication et construction	10 832	7 944	5 901	24 678
Construction navale	8 250	6 537	4 715	19 502
Construction de ports	2 582	1 407	1 186	5 176
Secteur public, universités et organisations non gouvernementales de l'environnement (ONGE)	29 931	13 863	17 057	60 851
Défense nationale	14 810	3 082	8 162	26 054
Pêches et Océans Canada	8 214	7 349	5 914	21 476
Autres ministères fédéraux	2 189	1 393	1 367	4 949
Ministères provinciaux et territoriaux	872	844	486	2 201
Universités	1 826	324	538	2 687
ONGE	2 021	872	591	3 483
Total	143 608	88 859	65 867	298 333

p: provisoire

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux..

Sources : Pêches et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).

Tableau A.2
Produit intérieur brut direct, indirect et induit du secteur maritime, 2018

	2018 ^p			
	Direct	Indirect	Induit	Total
Industrie	millions de dollars			
Secteur privé	16 985	7 840	5 190	30 016
Poisson et fruits de mer	4 198	2 243	1 192	7 633
Pêche commerciale	2 275	729	451	3 455
Aquaculture	687	510	215	1 412
Transformation du poisson	1 236	1 004	526	2 765
Exploitation pétrolière et gazière en haute mer	6 021	1 021	476	7 518
Transport	3 341	2 362	1 810	7 513
Transport maritime	1 584	1 194	901	3 679
Activités de soutien	1 757	1 168	909	3 835
Tourisme et loisirs	2 196	1 412	1 085	4 693
Fabrication et construction	1 230	803	627	2 659
Construction navale	979	643	500	2 123
Construction de ports	250	160	126	537
Secteur public, universités et organisations non gouvernementales de l'environnement (ONGE)	3 063	1 218	1 816	6 098
Défense nationale	1 458	287	866	2 611
Pêches et Océans Canada	945	617	629	2 190
Autres ministères fédéraux	298	118	148	564
Ministères provinciaux et territoriaux	97	88	51	236
Universités	176	27	59	262
ONGE	89	81	64	234
Total	20 049	9 059	7 007	36 114

p: provisoire

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Sources : Pêches et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).

Tableau A.3
Contribution de l'emploi du secteur maritime aux économies provinciales et territoriales, 2018

Province ou territoire	2018 ^p		
	Emplois du secteur maritime	Emplois dans les provinces	Part des emplois dans les provinces
	nombre d'emplois		pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador	37 755	225 300	16,8
Île-du-Prince-Édouard	7 035	76 000	9,3
Nouvelle-Écosse	60 814	455 900	13,3
Nouveau-Brunswick	22 599	353 800	6,4
Québec	42 150	4 262 200	1,0
Colombie-Britannique	123 074	2 493 600	4,9
Yukon	1 772	21 300	8,3
Territoires du Nord-Ouest	1 744	21 400	8,1
Nunavut	1 391	13 500	10,3
Régions maritimes	298 333	7 923 000	3,8
Canada	298 333	18 657 500	1,6

p : provisoire

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Sources : Statistique Canada, [Tableau 14-10-0090-01, Caractéristiques de la population active selon la province, le territoire et la région économique, données annuelles, inactive](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb11/fr/tv.action?pid=1410009001), <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb11/fr/tv.action?pid=1410009001> (site consulté le 9 avril 2021); Pêches et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).

Tableau A.4
Contribution du PIB du secteur maritime aux économies provinciales et territoriales, 2018

Province/Territory	2018 ^p		
	PIB du secteur maritime	PIB provincial	Part du PIB provincial
	millions de dollars		pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador	10 195	33 961	30,0
Île-du-Prince-Édouard	726	7 033	10,3
Nouvelle-Écosse	6 049	44 877	13,5
Nouveau-Brunswick	2 024	37 105	5,5
Québec	4 074	441 388	0,9
Colombie-Britannique	12 371	296 135	4,2
Yukon	197	3 056	6,4
Territoires du Nord-Ouest	221	4 738	4,7
Nunavut	257	3 353	7,7
Régions maritimes	36 114	871 646	4,1
Canada	36 114	2 231 168	1,6

p : provisoire

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Sources : Statistique Canada, [Tableau 36-10-0222-01, Produit intérieur brut, selon les dépenses, provincial et territorial, données annuelles](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb11/fr/tv.action?pid=3610022201), <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb11/fr/tv.action?pid=3610022201> (site consulté le 9 avril 2021); Pêches et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).

Tableau A.5
Emplois du secteur maritime par industrie, 2014 à 2018

Industrie	2014	2015	2016	2017	2018 ^p
	nombre d'emplois				
Secteur privé	213 681	213 679	218 021	233 186	237 482
Poisson et fruits de mer	63 608	66 468	69 081	67 674	64 996
Pêche commerciale	24 776	24 795	25 359	24 384	23 420
Aquaculture	8 257	9 266	9 781	10 654	10 863
Transformation du poisson	30 574	32 407	33 941	32 636	30 713
Exploitation pétrolière et gazière en haute mer	17 004	15 189	18 081	13 065	15 459
Transport	56 891	59 994	60 598	64 886	68 762
Transport maritime	31 148	30 476	29 290	30 413	32 058
Activités de soutien	25 743	29 518	31 308	34 473	36 704
Tourisme et loisirs	55 926	52 474	47 681	63 992	63 587
Fabrication et construction	20 251	19 554	22 580	23 568	24 678
Construction navale	13 764	14 536	17 662	17 924	19 502
Construction de ports	6 487	5 018	4 918	5 644	5 176
Secteur public, universités et organisations non gouvernementales de l'environnement (ONGE)	53 597	53 739	52 176	58 676	60 851
Défense nationale	25 674	23 505	22 885	22 744	26 054
Pêches et Océans Canada	14 481	17 714	17 297	23 069	21 476
Autres ministères fédéraux	5 142	4 949	4 385	4 225	4 949
Ministères provinciaux et territoriaux	2 372	2 197	1 980	2 537	2 201
Universités	2 697	2 482	2 712	2 869	2 687
ONGE	3 230	2 892	2 917	3 232	3 483
Ensemble du secteur maritime	267 278	267 418	270 197	291 862	298 333
Total des emplois canadiens	17 802 200	17 946 600	18 079 900	18 416 400	18 657 500

p : provisoire

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Sources : Statistique Canada, [Tableau 14-10-0090-01, Caractéristiques de la population active selon la province, le territoire et la région économique, données annuelles](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/fr/tv.action?pid=1410009001), <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/fr/tv.action?pid=1410009001> (site consulté le 9 avril 2021); Pêches et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).

Tableau A.6
Produit intérieur brut du secteur maritime par industrie, 2014 à 2018

Industrie	2014	2015	2016	2017	2018 ^p
	millions de dollars				
Secteur privé	27 138	23 757	24 663	28 270	30 016
Poisson et fruits de mer	5 775	6 521	7 219	7 913	7 633
Pêche commerciale	2 585	2 965	3 088	3 587	3 455
Aquaculture	783	880	1 289	1 391	1 412
Transformation du poisson	2 408	2 676	2 841	2 935	2 765
Exploitation pétrolière et gazière en haute mer	9 581	4 959	5 255	6 033	7 518
Transport	6 239	6 588	6 515	7 088	7 513
Transport maritime	3 682	3 605	3 330	3 484	3 679
Activités de soutien	2 557	2 983	3 185	3 604	3 835
Tourisme et loisirs	3 634	3 682	3 399	4 713	4 693
Fabrication et construction	1 908	2 006	2 276	2 523	2 659
Construction navale	1 261	1 513	1 772	1 920	2 123
Construction de ports	647	504	602	3 604	537
Secteur public, universités et organisations non gouvernementales de l'environnement (ONGE)	5 009	5 092	5 048	5 870	6 098
Défense nationale	2 327	2 167	2 174	2 286	2 611
Pêches et Océans Canada	1 427	1 728	1 734	2 333	2 190
Autres ministères fédéraux	568	542	480	480	564
Ministères provinciaux et territoriaux	240	232	212	272	236
Universités	248	234	257	281	262
ONGE	199	190	192	217	234
Ensemble du secteur maritime	32 147	28 849	29 710	34 140	36 114
Total des emplois canadiens	1 994 898	1 990 441	2 025 535	2 140 641	2 231 168

p : provisoire

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Sources : Statistique Canada, [Tableau 36-10-0222-01, Produit intérieur brut, selon les dépenses, provincial et territorial, données annuelles](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/fr/tv.action?pid=3610022201), <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/fr/tv.action?pid=3610022201> (site consulté le 9 avril 2021); Pêches et Océans Canada, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de 2017 de Statistique Canada et la production brute industrielle, sauf pour le tourisme et les loisirs maritimes; Pêches et Océans Canada et Défense nationale, selon un modèle personnalisé d'entrées-sorties de Statistique Canada (voir l'annexe A pour les sources de données par industrie).